

COMITE PERMANENT DES EVEQUES DE LA CENCO

(Conférence épiscopale nationale du Congo)

B.P. 3
Kinshasa/Gombe
Tél. : 00243 998248699
Fax : 00243 1220008
E-mail : conf.epics.rdc@ic.cd

Pour une fin de transition apaisée

« Le peuple avait le cœur à l'ouvrage » (Ne 3, 38)

Message du Comité Permanent des évêques de la République démocratique du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté à la fin de la transition congolaise

Frères et sœurs,

1. En ce moment où le Congo se trouve à un point crucial de son histoire, Nous, Cardinal, Archevêques et Evêques membres du Comité permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), réunis en session extraordinaire à Kinshasa du 21 au 24 juin 2006, saisissons cette occasion pour vous adresser un message d'espérance. Dans un esprit d'écoute mutuelle, nous avons fait le tour des événements des derniers mois et nous nous sommes informés les uns les autres sur la vie du peuple confié à notre sollicitude pastorale. A la lumière de nos échanges, **nous avons réaffirmé notre détermination à « rester vigilants, dans un travail concerté et audacieux, pour accompagner les progrès en cours »**^[1].

Par le présent message, nous voulons partager avec vous la communion des cœurs et des esprits que nous avons vécue. Nous entendons aussi vous faire part, comme par le passé, de la contribution que nous proposons à la Nation pour garantir une fin sereine et apaisée de la Transition, à travers des élections libres, démocratiques et transparentes. Ainsi seront assurées

une entrée pacifique dans la III^e République et une gestion heureuse et prometteuse de celle-ci.

Elections : l'heure est venue !

2. Les regards de tous les Congolais sont maintenant tournés vers les élections qui, déjà, pointent à l'horizon. Nous sommes témoins de l'impatience de la population, qui veut en finir avec une situation politique dramatique faite de misères indescriptibles, de souffrances indicibles et de morts innombrables. Nous sommes aussi témoins de sa volonté manifeste d'aboutir le plus tôt possible, en cette année 2006, à l'instauration d'un Etat de droit. Notre peuple ne mérite guère ce « lourd fardeau d'incertitude du lendemain, d'insécurité grandissante et de misère intolérable »[2].

C'est pourquoi, après avoir fait nôtre l'appel pressant de Néhémie à son peuple de se lever pour bâtir Jérusalem, qui était en ruines et d'affermir leurs mains pour le bel ouvrage (Ne 2,17-18), **aujourd'hui nous reprenons son cri pour demander à tout le peuple de mettre le cœur à l'ouvrage** (Cfr Ne 3,38). Car, sans l'aide de Dieu et un engagement total de tous, nous ne réussirons pas.

L'impératif doit être clair : **nous tenons absolument à l'organisation des élections, dans un climat de vérité et de transparence. Telle a toujours été et demeure notre option fondamentale, car pour l'Episcopat de la RD Congo les urnes constituent la seule voie pour la conquête du pouvoir et sa légitimité.**

Mission prophétique de l'Eglise.

3. Aujourd'hui, si nous Eglise élevons encore la voix à la veille de ces échéances historiques, c'est par amour pour notre peuple, dont nous partageons « les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses » (*Gaudium et Spes*, n.1), et aussi en vertu de **notre mission de veilleurs et d'éveilleurs des consciences.**

Comme au prophète Ezéchiel qui, pendant et après le siège de Jérusalem, fut revêtu d'une mission de guetteur pour prévenir les dangers physiques et moraux qui menaçaient le peuple de l'Alliance, le Seigneur nous adresse cette interpellation : « Toi aussi, fils d'homme, je t'ai fait guetteur (...). Lorsque tu entendras une parole de ma bouche, tu les avertiras de ma part » (Ez 33,7).

- C'est donc à ce titre que, depuis plus de 15 ans, « **d'un seul cœur et d'une seule âme** » (Ac 4,32), nous avons toujours engagé une lutte contre toute forme d'exploitation et de paupérisation progressive et à outrance de notre peuple, pour qu'il **retrouve sa dignité humaine**[3] ;
- C'est aussi à ce titre que nous avons toujours affirmé que **l'intégrité territoriale et la souveraineté de notre pays ne sont pas négociables**[4] ;

- C'est encore à ce titre que nous avons levé **l'option pastorale d'assurer à notre peuple une formation appropriée à travers le grand programme d'éducation civique et électorale**[5]. De cette façon l'Eglise catholique de aide le peuple à acquérir les notions de base d'un Etat de droit et à **se former à une vraie culture démocratique.**
- **C'est enfin à ce titre que nous tirons aujourd'hui la sonnette d'alarme, pour amener la communauté nationale et internationale, pendant qu'il est encore temps, à conjurer le mal et à poser de nouvelles balises, pour que les élections qui sont déjà à nos portes augurent des lendemains meilleurs. « Après les élections » ne doit pas être égal à « avant les élections ».**

Quelles élections voulons-nous ?

4. Les élections que nous voulons, et pour lesquelles nous nous sommes investis, doivent absolument se dérouler
 - dans **la légalité**, c'est-à-dire dans le respect scrupuleux des textes en vigueur ;
 - dans **la vérité et la transparence**, sans fraude ni manipulation ;
 - dans **l'apaisement, à l'exclusion de toute dérive autocratique et de toute forme de violence d'où qu'elle vienne ;**
 - dans **la liberté et la pleine responsabilité du peuple congolais**, sans aucune forme de contrainte ou de pression « interne ou externe »[6].
5. Nous saluons **les pas significatifs** déjà réalisés dans cette direction :
 - **la détermination manifeste** du peuple congolais à aller aux élections ;
 - **l'avancée dans la préparation** des matériaux des élections par la CEI ;
 - **l'appui logistique** de la communauté internationale et sa détermination à sécuriser la période électorale ;
 - **le séminaire inter-institutionnel du mercredi 21 juin 2006 et sa décision d'organiser avant le 30 juin 2006 des concertations entre les forces vives de la Nation, afin de créer un climat apaisé avant la tenue des élections.**
6. Cependant, plusieurs **situations encore inquiétantes** nous obligent à attirer l'attention des uns et des autres, pour que les espoirs du peuple ne soient pas déçus. Les plus préoccupantes sont :
 - **Le retard pris dans l'intégration et la formation d'une unique armée républicaine**, qui n'est pas de nature à créer ce climat apaisé souhaité par tous ni à rassurer les uns et les autres d'une part et, d'autre part, à assurer l'acceptation par tous du résultat des urnes ;
 - **L'insécurité persistante à l'Est du pays** avec des poches de résistance actives, qui ne va pas sans inquiéter toute personne éprise de paix ;
 - **L'intimidation** dont font l'objet des journalistes et des acteurs politiques, qui doit prendre fin conformément à la loi.
 - Des tentatives et des menaces de blocage du processus électoral.

Concertations en vue d'un climat apaisé

7. Eu égard à ce qui précède, nous réitérons nos vœux, déjà exprimés en juin 2005, de la tenue d'un **dialogue positif de concertation nationale** entre les forces socio-politiques significatives du pays[7].

Des telles concertations, qui ne visent en rien à **retarder les élections** ni à procurer un sursis à certains hommes politiques en mal de positionnement et désireux de garder leurs privilèges, peuvent se tenir dans une durée brève de moins d'une semaine avant le 30 juin. Ce dialogue, que nous voulons **positif et consensuel**, vise à calmer les esprits et à pacifier les cœurs, afin que nos élections se déroulent **dans un climat général de paix et de concorde nationale, de pardon et de réconciliation**. Il sera donc important de respecter la volonté du peuple de ne pas « tourner en rond indéfiniment ». Il faudra dès lors éviter des discussions et débats interminables, qui briseraient la dynamique déjà imprimée au processus électoral et nous conduiraient de « transitions en transitions, de rébellions en rébellions, de conférences en dialogues »[8].

8. Les points suivants pourraient figurer à l'ordre du jour de ces concertations :

- Trouver un consensus pour définir la **durée de la Transition** au-delà du 30 juin 2006 ;
- Prendre les dispositions nécessaires sur les **modalités de gouvernement du pays** pendant la campagne électorale, à laquelle seront occupés la plupart de membres des Institutions du pays et dans l'attente de la mise en place de nouvelles institutions issues des élections ;
- Arrêter les stratégies nécessaires à **la formation effective d'une unique armée républicaine** en remplacement des nombreuses milices agissant de manière incontrôlée ;
- Examiner les voies et moyens pour garantir **l'observation, la sécurité et la transparence des élections**, afin d'éviter des contestations ;
- Accélérer la publication de la **liste des électeurs et des candidats** aux différentes échéances ;
- Régler de manière juste et équitable **le problème de l'inclusivité** ;
- Envisager un **pacte de non-agression** et une **signature de la fin des hostilités**.

Quelques exigences

9. • Pour la réussite des élections nous demandons aux **gouvernants** de veiller à sécuriser la population, à **prendre toutes les dispositions requises pour que le trésor public de l'Etat ne soit pas détourné aux fins de la campagne électorale**, et que la gestion des affaires courantes de l'Etat continue à être assurée.
- Nous invitons les **acteurs politiques** au respect du code de bonne conduite qu'ils ont librement signé. Ils portent une responsabilité devant l'histoire, celle de réussir la Transition, de la terminer dans une atmosphère de tolérance et de respect mutuel, de courtoisie et de *fair play*. Nous les invitons à **publier d'urgence leurs chartes, projets de société et programmes de gouvernement**. Nous leur demandons d'être disposés à accepter le verdict des urnes au nom du bien supérieur de la nation.
 - Nous invitons les nouveaux dirigeants qui sortiront des élections à se mettre **au service de toute la Nation** et non seulement de leurs partis. De même, nous rappelons à ceux qui auront perdu les élections, qu'ils ont eux aussi, une grande responsabilité devant Dieu et devant l'histoire **dans la sauvegarde de la paix sociale**. Il leur revient de jouer **le rôle positif dévolu à l'opposition politique** dans une société démocratique.
 - Nous exhortons le peuple à **dire non à toute forme de violence et à la manipulation**. Il ne peut en aucun cas vendre sa conscience en échange des dons ni céder à la tentation du tribalisme ou du régionalisme. Pour le contrôle des élections, nous demandons à la population de suivre la formation des observateurs et de participer à l'observation électorale.
 - **Les jeunes en particulier, vous qui êtes l'avenir et l'espoir du pays et de l'Eglise, nous vous demandons de ne pas vous considérer comme des spectateurs, mais plutôt comme des acteurs qui, par la force de votre nombre et de votre engagement, devez contribuer efficacement à l'édification de la Nation. Ne vous laissez donc pas manipuler et instrumentaliser.**
 - Nous réaffirmons que **l'Eglise catholique ne désigne aucun candidat à quelque poste que ce soit. Elle ne soutient non plus aucun parti politique** mais invite les électeurs à choisir, au moment du vote, des hommes et des femmes qu'il faut aux places qu'il faut, « des hommes

nouveaux, avec un sens élevé de l'amour de ce pays, soucieux du bien commun, rompus à la bonne gouvernance, ayant une probité morale et une bonne capacité intellectuelle doublée d'une expérience bien éprouvée »[9].

- En ce moment particulier de l'histoire de notre pays, nous prions **les professionnels des médias**, aujourd'hui plus que jamais, conformément au Code de déontologie de leur métier, de « ne pas déformer, dénaturer ou fausser, par leur formulation, par insistance, grossissement, omission ou manipulation, les opinions d'autrui, les titres ou les commentaires des articles qui doivent être traités avec impartialité et publiés de bonne foi » (Art. 9)[10].
- Enfin, quant à la **Communauté internationale**, nous saluons les efforts financiers et matériels très importants, qui ont été consentis et **déployés pour le soutien et la sécurisation** de notre pays, surtout en cette période d'élections. Mais, nous sommes conscients du danger que ce soutien international n'entraîne des tentations de mise sous tutelle et d'imposition de choix qui ne sont pas ceux du peuple congolais, dont la souveraineté, en dépit de sa fragilité actuelle, doit être absolument respectée[11].

Exhortation finale

10. « Notre histoire présente ne reste pas fermée sur elle-même, mais elle est ouverte au Règne de Dieu. C'est pourquoi ni le désespoir ni le fatalisme ne peuvent être justifiés quant à l'avenir... »[12] du Congo, car à Dieu seul appartient la suprématie du monde et l'histoire des peuples. Nous croyons que le Congo nouveau ne pourra réellement et durablement se relever et se redresser que si les prochaines échéances électorales, qui engagent l'avenir, pas seulement pour cinq ans mais à long terme, se déroulent dans un contexte politique apaisé et dans un climat de grande confiance et de parfaite tolérance, **rassurant pour l'ensemble des Congolais aussi bien que pour la Communauté internationale. Nous demandons au peuple de Dieu d'accompagner ce moment par la prière et le jeûne en union avec la Bienheureuse Marie- Clémentine Anuarite Nengapeta en cette année qui lui est dédiée.**
11. Que la Vierge Marie, Etoile du matin, qui a donné au monde le Seigneur Jésus, Soleil levant qui dissipe les ténèbres de la nuit, nous obtienne de nous engager fermement en cette heure cruciale, pour qu'advienne enfin ce matin où la renaissance du Congo surgira du tombeau du Christ ressuscité.

Kinshasa, le 24 juin 2006,

En la solennité de la nativité de Saint Jean-Baptiste

-
- [1] Pape BENOIT XVI, Discours aux évêques de la RDCongo en visite « Ad Limina Apostolorum » à Rome du 15 janvier au 14 février 2006, dans *Défis pastoraux au seuil du XXIème siècle*, Kinshasa, éd. du Secrétariat Général de la CENCO, 2006, p. 103.
- [2] « *Levons-nous et Bâtissons !* » (Ne 2,18). Pour un Congo nouveau. Déclaration du Comité permanent des évêques de la RD du Congo adressé aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté, éd. du Secrétariat Général de la CENCO, 2006, n. 1.
- [3] Cfr CENCO, « J'ai vu la misère de mon peuple » (Ex 3,7). Trop c'est trop ! Kinshasa, éd. du Secrétariat Général, 2003, n. 14.
- [4] Cfr CENCO, « Frères, que devons-nous faire ? » (Ac 2, 37). L'heure des responsabilités a sonné, Message des évêques du Congo aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté, Kinshasa, éd. du Secrétariat Général de la CENCO, 2004, n. 7.
- [5] Programme assuré par la Coordination des Actions pour la Réussite de la Transition de l'Eglise Catholique (CARTEC).
- [6] Cfr Mgr Laurent MONSENGWO, « Un dialogue positif et consensuel », Communication de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), Kinshasa, le 15 mai 2006.
- [7] Cfr « Pourquoi avoir peur ? » (Mc 4,40) L'avenir du Congo dépend de son peuple. Message des évêques aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté à l'occasion du 45^e anniversaire de l'Indépendance de la RD du Congo, Kinshasa, éd. du Secrétariat Général de la CENCO, n. 23.
- [8] Assemblée Episcopale Provinciale de Bukavu, « Affermissons nos mains pour le bel ouvrage » (Cf Ne 2, 18) Soyons vigilants ! Message aux fidèles catholiques de la Province Ecclésiastique de Bukavu et aux hommes de bonne volonté, Bukavu, juin 2006, n. 7.
- [9] « *Levons-nous et bâtissons !* » (Ne 2, 18) Pour un Congo nouveau, pp.11-12
- [10] OBSERVATOIRE DES MEDIAS CONGOLAIS (OMEC), *Code de déontologie des journalistes en RDC*, Kinshasa, Gret, 2005
- [11] Cfr Conférence Episcopale de Belgique, Lettre aux évêques de la République Démocratique du Congo, Malines, 22 mai 2006.
- [12] Jean-Paul II, Exhortation apostolique post-synodale *Ecclesia in Africa*, n° 14.

Conférence Episcopale Nationale du Congo

Service des Moyens de communication sociale

Site web : www.cenco.cd

Téléphone : (+243) (0) 998365376